

Leçons de Chine

Il y a vingt ans, la Chine apparaissait comme un nouveau modèle possible pour les pays en développement alors que déclinait la référence à l'URSS. N'avait-elle pas assuré, croyait-on, l'alimentation de son immense population, et sa planification, ne devait-elle pas amener un développement industriel autonome ? Aujourd'hui, on est revenu de cet engouement qui s'alimentait de l'ignorance de la réalité et du souhait très profond de voir s'incarner quelque part les utopies dont chacun est porteur. La Chine pourtant continue de faire parler d'elle et d'immenses transformations y sont en cours.

Des réformes ont eu lieu qui en appelleront inévitablement d'autres. D'énormes potentiels de production sont libérés. Cependant, les bouleversements à en attendre risquent de faire apparaître prudente la période révolutionnaire qui avait réussi par exemple à empêcher que ne s'amorce un exode rural massif.

L'ébranlement a commencé dans les campagnes où le gouvernement a procédé à une redéfinition des règles du jeu qui vise à « mettre la production agricole sur les rails de l'économie marchande ». Les terres restent propriété collective, mais elles sont allouées aux familles par baux de quinze ans ou plus et celles-ci ont la possibilité de les sous-louer.

L'achat de produits agricoles par l'Etat se fait désormais dans le cadre de contrats négociés ; le système de livraisons obligatoires ayant été aboli, les obligations paysannes se limitent au versement au village de diverses redevances et au respect de certaines contraintes collectives comme les plans de culture. Suite logique, le négoce privé s'est développé dès que le commerce de gros a été autorisé. Les réformes du monde rural ont appelé celles des entreprises qui intéressent davantage les villes. Le paiement d'impôts remplace la réversion des bénéfices ; la responsabilité des entreprises sur les pertes subies s'accompagne dans leur réorganisation interne, d'un renforcement du pouvoir des dirigeants.

Ces diverses modifications appelaient une réforme du système de planification. Celle-ci identifie maintenant trois niveaux : la planification impérative doit être limitée aux produits stratégiques ; la planification indicative s'étendra aux autres secteurs et les productions de faible importance pourront être régies par le jeu du marché.

Les réformes internes sont complétées par une politique d'ouverture cohérente. Celle-ci qui, dans les économies d'Europe de l'Est, était un substitut des réformes internes, en Chine fait partie d'un ensemble. Quatorze villes côtières sont ouvertes à l'investissement étranger et à la coopération industrielle. L'article de Michael Osborne montre qu'il ne s'agit pas d'enclaves mais plutôt de l'ouverture de pôles industriels qui doivent intégrer des régions entières. Les sociétés de commerce, par ailleurs, deviennent l'intermédiaire entre l'extérieur et les entreprises, l'administration se limitant à la définition de la politique et à l'octroi des licences.

Ces réformes ont déjà eu des résultats spectaculaires. De 1978 à 1984, la production de grains alimentaires a progressé de 5 % par an en moyenne, contre 3,5 % au cours des quinze années précédentes ; dans le même temps, la production des oléagineux a plus que doublé, celle de coton presque triplé, les productions de sucre et de viande ont presque doublé. L'essor extraordinaire de la production de coton a permis la levée du rationnement et d'importatrice, la Chine devient exportatrice. Pour l'avenir, le changement le plus significatif est la modification du régime alimentaire avec l'augmentation de la consommation de viande : en effet, la consommation directe de grains a atteint un plafond ouvrant la voie à l'utilisation fourragère des céréales et donc à l'extension de l'élevage.

Ces succès, après ceux obtenus en Hongrie par des réformes semblables, auront une influence sur les décisions des nouveaux dirigeants de l'URSS nécessairement attentifs aux réformes menées dans les autres pays communistes et à leurs conséquences. Deux conséquences sont préoccupantes par les difficultés qu'elles soulèvent à court et moyen terme : l'effet sur les prix à la consommation dans les villes et l'exode rural.

Les prix relativement élevés sur le marché libre obligent progressivement l'Etat à relever ses prix d'achat effectifs et, finalement, les prix fixés dans les contrats négociés ont en 1984 presque atteint le niveau du marché. Les hausses de prix ont encouragé en retour la production. La leçon somme toute assez naturelle est ici celle qui se dégage de l'ensemble de l'expérience mondiale : la liberté d'écouler sa récolte et des prix suffisamment élevés

sont les incitations les plus efficaces pour les paysans de tous les pays. La première difficulté vient des prix à la consommation. Maintenus bas dans le passé par les achats de quotas et par les subventions versées aux organismes commerciaux d'Etat, les prix commencent à être réajustés. L'Etat a partiellement compensé les hausses par une subvention mensuelle accordée à chaque résident légal des grandes villes. Il n'empêche que comme en Hongrie à la suite de la réforme, comme dans de nombreux pays endettés à la suite des hausses recommandées par le FMI, la vérité des prix est mal acceptée par une part croissante des citoyens qui se plaignent de la vie chère.

A terme, le mécontentement paysan risque de se substituer à celui des habitants des villes en cas de baisse des prix sur le marché libre. L'Etat a déjà précisé qu'il effectuerait les achats excédant ceux prévus par les contrats au prix du marché. La Chine risque de se trouver confrontée au problème classique de la régulation des prix agricoles en économie marchande. Problème auquel il n'est pas de bonne réponse.

L'exode rural massif est inscrit dans les décisions prises. Les paysans devront chercher à accroître la productivité agricole pour s'assurer une progression de leurs revenus d'autant que les prix qui leur sont payés devraient augmenter moins vite, voire stagner ou régresser. Or les gains de productivité dégagés par la décollectivisation vont s'épuiser rapidement. Déjà celle-ci, en libérant la main d'œuvre des tâches collectives auxquelles elle était astreinte, a révélé l'ampleur du sous-emploi agricole : on estime que la moitié des paysans existants, 150 millions sur 300, serait suffisante pour assurer les cultures actuelles. Plus tard, les gains de productivité nécessiteront sans doute l'agrandissement des exploitations.

L'exode agricole va donc se développer. Les autorités veulent le favoriser en encourageant les paysans à venir travailler dans les boutiques ou ateliers des chefs-lieux de canton. Avec succès puisque le nombre des ouvriers des entreprises rurales est passé de 30 à 52 millions entre 1980 et 1984. Mais, il sera difficile d'éviter que cet exode agricole ne se transforme en exode rural. Cela est dans la logique des forces enclenchées avec la levée des contrôles étatiques, la possibilité de circuler pour commercer et entreprendre.

Les difficultés prévisibles peuvent entraîner un retour en arrière à une situation où étaient mieux contrôlées les forces d'un milliard d'individus, au prix de contraintes, d'une sous-utilisation de ces forces et d'un développement lent. Certaines régions, certains courants poussent dans ce

sens, d'autres au contraire s'engagent dans la suite logique de l'industrialisation. C'est aussi la politique du gouvernement avec les réformes rappelées ci-dessus.

Pour réussir son industrialisation, la Chine mise sur l'initiative individuelle, sur le plan et sur la coopération internationale. Depuis 1979, elle accueille volontiers les investissements directs, elle recherche les associations entre entreprises nationales et étrangères afin, par tous les moyens, d'acquérir des technologies qu'elle ne maîtrise pas encore. L'enjeu est double : réhausser et moderniser les capacités de production pour le développement interne (télécommunications, nucléaire, transport, énergie) et offrir à l'industrie chinoise de nouveaux créneaux d'exportation (composants électroniques, biens de consommation).

Les transformations amorcées sont une chance pour la Chine et le monde par l'exemplarité qu'elles auront si elles réussissent. On peut en attendre une augmentation très nette du revenu moyen, avec en contre partie une plus grande disparité des revenus : mais l'important n'est-il pas que même les plus pauvres voient leurs revenus s'accroître ? Quelle que soit l'ampleur des réformes entreprises et l'intensité des efforts nationaux, la coopération internationale sera nécessaire. Il est quelque peu regrettable, à travers les échanges et les investissements, que la coopération européenne directe fasse relativement défaut. Le Japon, les Etats-Unis s'affirment comme les principaux partenaires, Hong-Kong joue un rôle croissant d'intermédiaire commercial, les pays de l'Asean sont des clients dynamiques. En 1984, la part de l'Europe dans le commerce extérieur de la Chine a régressé, la part de la France est affaiblie parce que la Chine a accru sa production de céréales. Sans doute pour la France y-a-t-il en Chine d'autres créneaux d'avenir, quelle que soit la durée de la nouvelle politique économique chinoise.

Yves Berthelot
Directeur du CEPII